

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/760

26 février 2007

(07-0794)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

TYPLOGIE DES NORMES MONDIALES

Communication présentée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

La communication ci-après, reçue le 22 février 2007, est distribuée à la demande de la CNUCED.

GÉNÉRALITÉS

1. Les normes sont apparues pour répondre à un large éventail de problèmes allant de l'assurance de la qualité, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les conditions de travail à diverses préoccupations d'ordre éthique, écologique et social. Se conformer à ces normes est un objectif clé de politique générale, en particulier dans les pays en développement. D'une manière plus générale, comprendre l'élaboration, les applications et les modalités de fonctionnement et les incidences de ces normes est très important à la fois pour les décideurs et pour les associations de producteurs et associations d'exportateurs. Cette note succincte vise à contribuer à simplifier les choses et à les rendre moins confuses. Elle recense les réseaux d'acteurs intervenant aux stades de la formulation et de la mise en œuvre et montre comment le fait de distinguer entre les différentes générations de normes aide à comprendre leur nature actuelle et leur évolution.

Le cycle normatif: quatre étapes

2. Le cycle normatif comporte quatre étapes distinctes: l'élaboration des normes, le contrôle de leur application, l'aide au respect des normes et les sanctions en cas de non-respect. La crédibilité d'une norme est dans une large mesure fonction des types d'acteurs qui interviennent dans l'élaboration de la norme et dans le contrôle de son application. En ce qui concerne le respect, par exemple, il y a trois possibilités. La certification propre se fonde uniquement sur l'auto-contrôle. En termes de légitimité publique, c'est la formule qui a en général le moins de crédibilité et qui suscite le moins de confiance institutionnelle. La certification par une deuxième partie transfère l'activité de contrôle à l'utilisateur du produit ou des services ou alternativement à des organismes commerciaux qui s'en chargent pour le compte de leurs membres. Cela peut renforcer la crédibilité de la norme mais il peut y avoir conflit d'intérêt. La certification par un tiers transfère l'activité de contrôle à des vérificateurs neutres et indépendants. La crédibilité de la certification est directement liée à celle de l'auteur. Les vérificateurs peuvent consister en sociétés accréditées qui assurent des services de certification basés sur le marché ou en ONG et groupements de la société civile qui défendent les valeurs associées à la norme en question. L'éventail d'acteurs intervenant dans ces quatre étapes distinctes peut être large, en particulier lorsqu'il s'agit de normes complexes ou de normes qui exigent des formes complexes de contrôle. Le tableau 1 ci-après récapitule les principales catégories d'acteurs de ce type, allant d'entreprises privées, d'ONG et de syndicats au secteur public. En outre, ces acteurs peuvent intervenir aux niveaux local, national et mondial et assurer les fonctions distinctes que

constituent la formulation des normes et le contrôle de leur mise en œuvre. Pour appréhender la manière dont les normes sont fixées et évaluées, il nous faut comprendre les réseaux.

Tableau 1: Types d'acteurs participant à la définition et à la mise en œuvre des normes

TYPES D'ACTEURS		LOCAL/NATIONAL	INTERNATIONAL
SECTEUR PRIVÉ	ENTREPRISES	Sociétés locales ou nationales, associations professionnelles et entreprises de certification	Multinationales (sociétés transnationales), associations professionnelles mondiales, entreprises mondiales de certification
	ONG	ONG locales ou nationales, groupements de consommateurs et syndicats	ONG mondiales, fédérations internationales de syndicats
SECTEUR PUBLIC		Gouvernements locaux et nationaux et organisations normatives	Organisations internationales et régionales

Typologie des normes mondiales

3. Les normes peuvent être classées d'après les critères suivants:
- **Champ d'application:** procédés, produits
 - **Portée géographique:** nationale, régionale, internationale
 - **Fonction:** protection sociale, travail, environnement, qualité, sécurité, éthique
 - **Éléments moteurs:** secteur public, secteur privé (entreprises, ONG), secteur public-privé
 - **Formes:** normes de gestion, codes des entreprises, labels
 - **Portée:** générique, spécifique à un secteur, spécifique à une entreprise/chaîne de valeur
 - **Incidences réglementaires:** juridiquement obligatoire, nécessaire à la concurrence, volontaire

Sur la base de ces distinctions, une analyse des normes mondiales est exposée au tableau 2.

Tableau 2: Typologies des normes mondiales

Domaine d'application	Forme	Portée	Éléments moteurs clés	Processus de certification	Incidence réglementaire
ISO 9000	Norme (et label)	Générique	Entreprises internationales	Tierce partie, vérificateurs privés	Volontaire, exigée par le marché et juridiquement obligatoire sur certains marchés
QS 9000/AS 9000	Label norme	Spécifique à un secteur	Entreprises internationales	Tierce partie, vérificateurs privés	Volontaire et exigée par le secteur
EUREPGAP ¹					
HACCP	Norme	Spécifique à un secteur	Organisations internationales et gouvernements	Tierce partie, organismes publics et privés	De plus en plus juridiquement obligatoire
Codes d'assurance de la qualité des entreprises	Codes	Spécifique à une entreprise	Entreprises internationales	Auto-certification et tierce partie	Volontaire
SA 8000, ETI, FLA	Norme et code	Générique	État, entreprises et ONG	Tierce partie, vérificateurs privés et ONG	Volontaire
ISO 14000	Norme et label	Générique	Entreprises	Tierce partie, vérificateurs privés	Volontaire
Commerce équitable, FSC	Normes, codes et labels	Spécifique à un secteur	ONG, syndicats et entreprises	Tierce partie, ONG	Volontaire
Codes d'entreprises au niveau des sociétés	Codes	Spécifique à une entreprise	Entreprises	Auto-certification, tierce partie et ONG	Obligatoire pour les fournisseurs

¹ **EUREPGAP**: Normes et procédures harmonisées de certification mondiale des bonnes pratiques agricoles (GAP) i) élaborées par une coalition de détaillants; ii) désormais 275 membres de la ferme à la table; iii) interentreprises (non communiquées aux consommateurs); iv) audits et certification indépendants pour mesurer le respect des normes; v) 35 000 producteurs certifiés dans 62 pays; vi) le protocole couvre la gestion intégrée des cultures, la lutte intégrée contre les parasites, un système de gestion de la qualité, une analyse des risques et des points critiques de contrôle (HACCP), la santé des travailleurs, la sécurité, la protection sociale et la gestion de la pollution et de la protection de l'environnement; vii) horticulture: 210 points de contrôle (sécurité sanitaire des aliments, environnement, aspects sociaux).

Tableau 3: Exemples de normes privées relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des produits alimentaires

Approche		Système public obligatoire	Système public volontaire	Système privé	
	National	Législation nationale	Programme HACCP de renforcement de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Système collectif HACCP néerlandais, BRC Global Standards, Assured Food Standards	<u>Interentreprises</u> Nature's Choice (Tesco Stores, Royaume-Uni) Field-to-Fork (Mark & Spencer, Royaume-Uni) Filière Agriculture Raisonnée (Auchan, France) Filière qualité (Carrefour, France)
International	Réglementation de l'UE	ISO 9000 ISO 22000	Norme alimentaire internationale EUREPGAP		

Normes de gestion de la qualité

4. En utilisant la typologie exposée précédemment, le tableau ci-après illustre la constellation d'acteurs intervenant dans la formulation de ces normes et précise comment elles sont mises en œuvre. Les normes peuvent être différenciées selon des "générations" distinctes. Ces générations correspondent au champ d'application des normes, allant de celles qui sont génériques à celles qui s'adressent à des secteurs spécifiques et, plus récemment, à des entreprises spécifiques.

Tableau 3: Différentes générations de normes mondiales de gestion de la qualité

Génération	Exemples	Acteurs	Éléments moteurs clés	Influence dans le commerce international	Processus de certification
1 ^{ère} génération GÉNÉRIQUE	<u>ISO 9000</u>	L'Organisation internationale de normalisation (ISO) représentée par des organismes nationaux de normalisation et de grandes entreprises provenant essentiellement des pays développés, organismes de certification accrédités	<u>Industrie</u> (associations professionnelles, entreprises transnationales, organismes de certification)	Volontaire, mais de plus en plus obligatoire sur certains marchés européens, influence également grandissante sur les marchés des États-Unis et du Japon	Tierce partie, vérifications basées sur le marché
2 ^{ème} génération SPÉCIFIQUE À UN SECTEUR	a) <u>AS 9000, QS 9000</u> b) <u>HACCP: Santé et normes</u>	a) Grandes sociétés transnationales, associations professionnelles sectorielles, organismes de certification accrédités b) Institutions publiques internationales (par exemple OMS, FAO), institutions nationales de contrôle ayant des responsabilités publiques, représentants gouvernementaux Détailants, importateurs et fournisseurs de produits alimentaires	a) Sociétés transnationales, entreprises prédominantes dans la chaîne b) Gouvernements nationaux, en particulier dans les pays développés	Influence croissante dans des secteurs techniquement complexes où des codes d'assurance qualité spécialisés sont exigés Influence croissante dans les échanges internationaux de produits pharmaceutiques et de produits alimentaires, une place de plus en plus grande étant faite à la gestion des processus dans la chaîne alimentaire internationale	a) Tierce partie, vérifications basées sur le marché b) Certification par une tierce partie par le biais d'institutions publiques/privées ayant des responsabilités publiques

Génération	Exemples	Acteurs	Éléments moteurs clés	Influence dans le commerce international	Processus de certification
	c) <u>EUREPGAP</u> : Qualité des produits alimentaires et normes de gestion des cultures		c) Secteur privé	Très importante dans la chaîne de valeur des produits frais européens, adoptée par tous les grands hypermarchés et importateurs de produits alimentaires	c) Tierce partie, vérifications basées sur le marché
3 ^{ème} génération Basée sur les entreprises	<u>Nestlé</u> Codes des supermarchés (Wal Mart, Tesco, Ahold)	Sociétés transnationales puissantes ayant une position dominante sur le marché mondial et un rôle de chef de file dans leur chaîne d'approvisionnement	Sociétés transnationales, prédominantes dans la chaîne	Influence croissante due à la complexité technologique dans des secteurs à forte intensité de connaissances, et aussi dans le secteur des produits alimentaires	Auto-certification et tierce partie

Conséquences pour les petits producteurs

5. L'expérience de la CNUCED dans le domaine des normes est la suivante²:

- Les normes volontaires ou privées sont en train de devenir des conditions d'entrée sur les marchés, en particulier au niveau national et, de plus en plus pour de nombreux producteurs, sur les marchés internationaux.
- Les producteurs peuvent bénéficier d'un surprix s'ils parviennent à respecter les normes.
- On craint que ces normes aient une incidence négative sur l'équité et les moyens de subsistance si elles ne sont pas conçues en prenant garde à intégrer les vues et préoccupations de ces petits producteurs.

² Pour permettre aux petits producteurs de se conformer aux normes reconnues au plan international, la CNUCED a achevé en 2005 un projet intitulé "Agri-food safety and SPS compliance" (Sûreté des filières agroalimentaires et respect des normes SPS) dans le secteur horticole de la Guinée mais aussi dans d'autres pays les moins avancés (Ghana, pays insulaires du Pacifique, Mozambique et Tanzanie). Le projet actuel de suivi intitulé "A Model for the Development of a Public/Private Safety Control System for the Horticultural Sector in Guinea" (Modèle de développement d'un système public/privé de contrôle de la sécurité pour le secteur horticole en Guinée), financé par le *Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC)*, a été conçu pour aider les associations de producteurs et les associations d'exportateurs en Guinée à se conformer aux prescriptions SPS et aux normes de sécurité agroalimentaire des détaillants.

6. Compte tenu de ce qui précède, il est important d'approfondir les connaissances des exigences en rapide évolution des marchés. Il est difficile de ne pas se laisser distancer et il est important d'accomplir sur le terrain un travail empirique de qualité pour constater l'évolution de la situation. Une préoccupation majeure est de savoir comment élaborer des normes ne favorisant pas l'exclusion. Des normes qui répondent aux besoins des grands réseaux de distribution comme les chaînes de supermarchés et les consommateurs tout en aidant et en soutenant les petits producteurs.

- i) Les petits producteurs ont un accès limité aux processus d'élaboration des normes. Celles-ci leur sont imposées de sorte qu'une partie essentielle de la chaîne est exclue du processus d'élaboration des normes.
- ii) Il n'y a pas eu suffisamment d'études sur la répartition du coût et des avantages entre ceux qui formulent la norme et ceux qui l'adoptent. Les supermarchés doivent réaliser un investissement pour travailler avec les petits producteurs mais le producteur qui veut travailler avec des supermarchés a aussi un prix à payer et il faut en tenir compte. Si les coûts sont surtout pris en charge par les petits producteurs, ces normes sont alors véritablement des instruments régressifs qui compromettent leurs moyens de subsistance.
- iii) Le respect et la certification – la preuve de la conformité aux normes – entraînent des coûts lesquels sont pour le moment pris en charge par les entreprises privées elles-mêmes. Dans certains cas, ils sont financés par des fonds publics qui aident les entreprises à participer activement à cette chaîne d'approvisionnement en évolution. Pourquoi faut-il qu'une aide au développement extérieure et des ONG soutiennent ce processus par des fonds publics? Ne serait-il pas plus logique que les entreprises privées s'en chargent complètement? Il y a des exemples d'entreprises qui ont cherché à le faire mais ce n'est pas facile.
- iv) Les coûts des transactions liées aux inspections que les acheteurs doivent prendre en charge font qu'il est difficile pour eux de traiter avec de petits producteurs et qu'il va y avoir à un moment ou à un autre une rationalisation de la chaîne d'approvisionnement. Cela a des incidences importantes du point de vue de ce que les organismes de développement peuvent faire et de la manière dont elles peuvent favoriser et garantir que tout le monde est gagnant.

7. Questions à l'intention des experts ou des intervenants pouvant faire l'objet de discussions:

- Comment faire pour élaborer des normes qui ne favorisent pas l'exclusion?
- Comment réduire le coût lié au respect des normes pour les petits acteurs qui participent activement aux chaînes considérées?
- Comment revoir les processus d'évaluation de la certification/conformité pour les remanier de manière équitable?
- Pouvons-nous inclure les petits producteurs dans le processus d'élaboration des normes ou faut-il seulement les aider à se conformer à des normes imposées de l'extérieur? Peut-on les aider à fixer leurs propres normes?
- L'expérience de certains organismes sociaux et environnementaux de certification peut-elle être utile pour l'identification des meilleures pratiques dans le domaine considéré? Beaucoup de travail est actuellement fait sur le commerce équitable, etc.

pour faire en sorte que les petits producteurs fassent partie de la chaîne, y a-t-il des enseignements à en tirer?

- Les partenariats de petits agriculteurs peuvent-ils faire partie de l'argument de vente? Peuvent-ils participer d'une image de la marque d'un détaillant ou d'une entreprise donnée?
 - Pouvons-nous mettre en place un cadre de politique générale définissant comment les entreprises peuvent contribuer à créer des marchés durables?
 - Est-il possible que certains groupes d'acteurs (ONG, chambres de commerce, etc.) jouent le rôle d'avocats et de gardiens pour assurer l'équité des accords entre producteurs et détaillants?
-